

La politique publique économique entre le cycle économique, le cycle electoral et le cycle participative

Public economic policy between the economic cycle, the electoral cycle, and the participatory cycle

LAKHYAR ZOUHAIR

Professeur de l'enseignement supérieur

Consultant international en planification stratégique
et développement local participative

Professor of Higher Education

International Consultant in Strategic Planning and Participatory Local Development

Résumé:

La participation est un niveau qui vise à assurer l'efficacité et l'implication automatique dans le processus de développement, l'implication constitue un autre niveau plus performant et qui suppose qu'il existe une partie qui doit provoquer la participation des autres parties.

En conséquence, la participation est à la fois spontanée et provocatrice, ce qui donne au processus le caractère d'un système de communication visant à assurer une convergence réussie basée sur la capacité de formuler une vision commune des politiques publiques.

L'objectif est de construire une conceptualisation générale de ce que nous avons appelé la "provocation de la protestation et sa relation avec les politiques publiques", tout en proposant quelques scénarii sur les approches de construction des politiques publiques et leurs conséquences sur le devenir de l'Etat.

Mots clés: Approche participative ; Implication ; participation spontanée ; participation provocatrice ; convergence ; vision commune ; politiques publiques

Abstract:

Participation is a level that aims to ensure efficiency and automatic involvement in the development process. Involvement constitutes another, more effective level that presupposes the existence of a party that must provoke the participation of other parties.

Consequently, participation is both spontaneous and provocative, giving the process the character of a communication system aimed at ensuring successful convergence based on the ability to formulate a shared vision of public policy.

The objective is to construct a general conceptualization of what we have called the "provocation of protest and its relationship to public policy," while proposing several scenarios on approaches to public policy development and their consequences for the future of the state.

Key words: Participatory approach; Involvement; Spontaneous participation; Provocative participation; Convergence; Shared vision; Public policies

Introduction

Avant de détailler la relation entre l'approche participative en tant que mécanisme le plus performant pour formuler des politiques publiques assez pertinentes, nous sommes obligés de passer par un rappel sur la question de la distinction entre les concepts de participation et implication.

La participation est donc, un niveau qui vise à assurer l'efficacité et l'implication automatique dans le processus de développement, mais l'implication constitue un autre niveau plus performant et qui suppose qu'il existe une partie qui doit provoquer la participation des autres parties.

En conséquence, la participation est à la fois spontanée et provocatrice, ce qui donne au processus le caractère d'un système de communication visant à assurer une convergence réussie basée sur la capacité de formuler une vision commune des politiques publiques.

Bien entendu, le processus de participation se heurtera à des individus qui ne sont pas qualifiés pour participer, et par conséquent, ils doivent être dotés d'outils, de moyens et de compétences de participation basés sur le renforcement de leurs capacités générales, et en particulier celles de communication et de négociation.

Ces capacités vont qualifier le citoyen à pénétrer la gestion des affaires publiques sans conserver la démission qu'il a présentée en raison de son défaut d'exprimer son opinion, et de son incapacité à communiquer ses propositions.

En étudiant, et en analysant l'approche traditionnelle ; utilisée pour élaborer des politiques publiques, tout en reconnaissant les composantes de l'approche participative, nous proposons une nouvelle vision sur la construction d'une politique publique participative et sur sa compatibilité avec les besoins et souhaits des citoyens,

Nous projetant par ça à créer une harmonie entre trois cycles à savoir: le cycle économique, le cycle participatif et le cycle électoral.

L'objectif est de construire une conceptualisation générale de ce que nous avons appelé la "provocation de la protestation et sa relation avec les politiques publiques", tout en proposant quelques scénarii sur les approches de construction des politiques publiques et leurs conséquences. Sur le devenir de l'Etat.

1: Cycle économique et cycle électoral: quelle compatibilité?

Celui qui croit qu'une économie peut garantir le maintien de sa stabilité pendant une longue période se trompe, car toute économie, quelle que soient sa doctrine et son orientation, traverse des crises qui peuvent être d'ordre social, financier ou monétaire, et comme elles peuvent être conjoncturelles ou permanentes, et elles peuvent aussi être extrêmes ou graves, ce qu'il faut seulement c'est de les maîtriser et de les comprendre pour les traiter.

Ainsi, « pour comprendre les crises financières, il faut expliquer leur relation avec les fluctuations économiques cycliques, ou ce qu'on appelle les cycles économiques inhérents à l'économie capitaliste. »¹

Dans ce contexte, on peut s'appuyer sur la définition de Al-Bayan Jalal qui stipule que les cycles économiques sont un développement économique qui passe par des étapes de croissance, suivi d'une étape de récession. On peut aussi l'appeler le cycle des affaires².

Comme on le sait, le cycle économique passe par quatre étapes: l'étape de reprise, caractérisée par l'expansion et la prospérité par rapport à l'étape précédente, l'étape appelée boom, au cours de laquelle le rythme de la production totale s'accélère et la hausse constante des prix et l'intérêt, puis l'étape de récession, qui est considérée comme une conséquence de l'étape précédente, où l'investissement et le travail de production augmentent³, enfin l'étape de récession caractérisée par une forte baisse de la demande de consommation, qui conduit à ce qu'on appelle le creux de l'économie, c'est-à-dire le niveau le plus faible de l'économie.

En outre, les sociétés se développent et se forment de manière rapide, ce qui les rend plus complexes et nécessite donc des méthodes, des mécanismes et des approches plus efficaces et plus avancés.

Delà, on peut constater avec Pierre Muller⁴ que: « Faire de la politique, c'est travailler avec les politiques publiques. ». C'est pourquoi Pierre Miller soulève sa question éloquent: « Les politiques publiques changent-elles la politique ? »⁵.

Il ne fait aucun doute que le processus électoral, qui produit différentes tendances économiques, affectera la politique économique, et si « les élections sont le moyen par lequel les citoyens choisissent les représentants qui gouverneront en leur nom, alors c'est une opportunité pour les citoyens de formuler la forme de leur gouvernement et participer à la détermination des conditions politiques au niveau auquel ils souhaitent vivre. »⁶.

Cette représentation, au fil du temps, n'a pas répondu pleinement aux attentes des citoyens, et cela est dû aux lacunes de cette démocratie représentative et à l'émergence du concept de démocratie participative.

Cette lacune s'explique par le fait que les élus entreprennent des travaux de développement loin des citoyens et centré sur leurs propres idées et sur leurs partis, estimant

¹ Omar Youssef Abdullah Ababneh, 2011, « La crise financière contemporaine: une appréciation économique islamique », Dar Al-Nafais – Jordanie, édition, p.28.

² Le cycle est une phase du temps qui commence avec le début d'une crise et se termine avec le début d'une autre crise, en passant par quatre étapes fondamentales: crise, reprise, croissance et stagnation suivies d'une autre crise: Sous l'autorité d'Omar Yusef Abdullah Ayayna: référence précédente, p.28.

³ Par conséquent, le coût marginal de production atteint son maximum, ce qui nécessite une reconsidération de tous les indicateurs économiques enregistrés précédemment.

⁴ Pierre Muller (1990) ; Les politiques Publiques ; Que sais-je Ed PUF ; P 50.

⁵ Pierre Muller (1990) ; Ibid P 4.

⁶ Mustafa Kasimi, 2010, « Cours sur l'unité de la vie politique locale », Faculté de droit, Université Hassan Ier, Settat, non publié.

que leurs experts, s'ils sont honnêtes, sont capables de comprendre les problèmes des citoyens, de les analyser et d'y apporter pleine satisfaction aux besoins.

Il convient également de rappeler qu'à l'instar du cycle économique, il existe également un cycle électoral qui commence de la phase pré-électorale et se termine par la phase post-électorale.

La phase préélectorale comprend une campagne électorale au cours de laquelle tous les candidats présentent des programmes pour convaincre les électeurs de leurs propositions et idées, et c'est là que se situe le rôle principal de l'approche participative.

Cette méthodologie est totalement absente dans la formulation de programmes électoraux qui peuvent se transformer en programmes gouvernementaux, c'est pourquoi nous voyez que l'adoption d'une approche participative est devenu nécessaire avant d'aller vers la mise en œuvre de n'importe quel programme et ce afin de se heurter à la résistance, et ainsi les chances d'échec qui risquent augmenter.

Il est donc préférable que les partis politiques réalisent tout au long de l'année des diagnostics participatifs organisés avec les citoyens et développent une banque d'informations émanant du citoyen lui-même, sur laquelle on peut s'appuyer pour formuler des programmes de développement.

Nous pensons ici que sa mise en œuvre rencontrera moins de résistance¹ à la méta-méthodologie traditionnellement adoptée.

Vient ensuite la phase électorale, qui est l'étape des urnes et de l'annonce des résultats, suivie enfin de la phase post-électorale, qui donne aux candidats vainqueurs leurs pouvoirs pour accomplir leur travail et accomplir leur devoir, cette étape est considérée comme dépendante de la méthodologie de préparation de la première étape.

Si le processus d'identification des problèmes, de leur sélection et de leur transformation en programmes et en projets est correct, la pratique de la dernière étape sera bonne et permettra au candidat de répondre aux attentes du citoyen, et ainsi augmenter ses chances de revenir à son poste lors de la prochaine session et ainsi de suite.

S'il continue avec sa méthodologie participative, il pourra atteindre la suivante et la suivante et ainsi de suite...

Ces deux cycles, économique et électoral, sont étroitement liés l'un à l'autre. Si un déséquilibre se produit entre eux, une rupture majeure pourrait se produire au cours du processus de développement.

Si à titre d'exemple, nous sommes dans une période de récession et le gouvernement précédent est parti normalement ou dans n'importe quelles circonstances, un autre gouvernement est arrivé, différent de son prédécesseur sur le plan idéologique, il tiendra le gouvernement précédent pour responsable de cette récession et tentera de repartir de zéro, s'apercevant ainsi le gouvernement précédent, ce qui pourrait continuer à aggraver la crise au lieu de la résoudre.

C'est ce dilemme qui confirme la nécessité d'un travail bureaucratique basé sur des cadres permanents qui prennent les décisions appropriées, sans aucune influence politique ou idéologique sur la politique suivie selon les circonstances dans lesquelles se trouve le pays,

¹ Parce que l'implication réduit la résistance.

malgré l'apparition de toute cessation ou modification gouvernementale. , à condition de suivre la méthodologie participative mentionnée ci-dessus.

En cas de rupture dans le cycle économique ou le cycle électoral, l'État, avec ces cadres, utilise des stratégies conjoncturelles économiques pour intervenir. Si « la politique économique est l'ensemble des décisions que l'État prend dans un domaine économique spécifique pour atteindre les objectifs économiques établie grâce à un certain nombre d'outils et de moyens »¹, elle est ensuite divisée en deux types: la politique structurelle et la politique circonstancielle.

La première est une politique liée à l'économie globale, à travers laquelle l'État détermine tous les objectifs économiques et recherche les outils de contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs prédéterminés². La politique circonstancielle est une politique qui se concentre sur une circonstance économique spécifique et peut donc être considérée comme une situation temporaire. En ce sens, la politique de circonstance peut être utilisée comme un outil pour gérer une situation politique temporaire, comme la reconsidération de la structure gouvernementale, voire sa démission, afin d'assurer une continuité harmonieuse de l'action économique et de développement du pays, d'autant plus que la politique de circonstance, qu'elle soit financière, monétaire ou fiscale, se caractérise par sa distinction en s'appuyant sur le court et le moyen terme, et ne doit pas affecter la politique structurelle globale de l'économie.

Nous avons appris avec le professeur, Muhammad Al-Abdaimi que, J.M.Keynes « est considéré comme le premier à approuver l'intervention de l'État afin de corriger les conditions économiques en approuvant les concepts de différences (différentiel de déflation, différentiel d'inflation), et ce rôle n'était pas reconnu à l'État avant Keynes, que ce soit de l'école classique ou de l'école néoclassique³.

Cette intervention circonstancielle doit nécessairement s'appuyer, à notre avis, sur l'expérience des cadres stables de l'État, capables d'éloigner les sensibilités idéologiques de la recherche de solutions possibles à la situation dans laquelle se trouve le pays.

Ainsi, « l'État peut adopter une politique économique de circonstance par laquelle il cherche à atteindre les objectifs économiques souhaités, à travers son approche de chacune des stratégies financières⁴, monétaires⁵ ou fiscales »¹. Par exemple, l'État peut intervenir de

¹ Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, 1989 Ed NATHAN ; Paris, pour la première édition.

² Voir dans ce sens: Bassam Al-Hajjar 2010: « Economics and Economic Analysis », première édition, Dar Al-Manhal Al-Lubani, Beyrouth, Liban.

³ Muhammad Al-Abdaimi 1999: « Économie politique », avec terminologie, première partie.

⁴ "Le contenu de la stratégie financière est qu'elle est l'usage ou l'organisation que l'État ou le gouvernement utilise pour orienter ses programmes économiques. Cette définition est celle de notre professeur Al-Omrani, Moulay Ahmed: "L'économie du Maroc" à travers le structurel. " Programme d'ajustement.

⁵ « Somme des outils qui peuvent être utilisés pour parvenir à un équilibre entre l'épargne et l'investissement au plein emploi, c'est-à-dire au point où la demande de biens et de services est égale à leur offre, et la politique monétaire doit assurer cette proportionnalité en intervenant chaque fois que la

manière circonstanciée en augmentant l'impôt qui concerne séparément les différents segments de l'État.

Ainsi, chaque modification du niveau d'un certain impôt est censée affecter uniquement la partie concernée, alors que la question est complètement différente. Si l'État intervient en augmentant n'importe quel impôt, son impact affectera tous les segments de la société, y compris l'entité à laquelle ce changement d'impôt s'applique².

Par conséquent, cette méthode dans sa forme traditionnelle peut être considérée comme inefficace, « de sorte que si des effets expansionnistes significatifs devaient être obtenus sur le revenu national monétaire, il aurait été conseillé de s'éloigner des impôts comme moyen de financer les dépenses d'investissement public et de rechercher un autre moyen, parce que tous les impôts affectent tous les citoyens.

Ainsi, « Un effet déflationniste sur la consommation privée n'est pas le même pour tous les types d'impôts »³. En plus de ça, que la mesure soit circonstancielle ou structurelle, l'implication de tous les acteurs concernés par la mesure, est devenue nécessaire car son impact n'est pas limité et peut toucher tous les différents segments de la société.

Il convient également de noter que l'État peut recourir à ces politiques séparément, ou bien il peut les mélanger, en fonction de la situation que traverse le pays. Mais ce qui est important c'est de recourir à l'approche participative par l'implication effective de tous les acteurs concernés pour en assurer la réussite et la pérennité de ses effets, à travers la redistribution des expertises liées à la construction des politiques publiques et la distinction entre légitimité au sens traditionnel⁴ et légitimité administrative fondée avant tout, sur la capacité à participer à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques⁵.

balance est déséquilibrée en faveur d'un côté de l'équation. » Cette définition du chercheur Bassam Hajjar 2010. Economie et analyse économique » Dar Al-Manhal Presse Libanaise, première édition, Beyrouth.

¹ Gilbert Abraham-Frois 1984, "Economie Politique" 2^{ème} Edition Economica.

² Le meilleur exemple à cet égard est la taxe sur la valeur ajoutée, car son augmentation affecte les coûts de production des entrepreneurs, qui se répercutent sur les ventes les plus rentables, ce qui supprime le niveau de la demande, ce qui entraîne une réduction de la production, ce qui entraîne une diminution de l'offre, ce qui peut affecter l'équilibre entre l'offre et la demande, etc. Ce qui s'applique à la taxe sur la valeur ajoutée s'applique à toutes les taxes et redevances.

³ Hamdi Al-Sabahi, 1982, « Études d'économie générale, théorie de la politique financière », Maison d'édition marocaine, Casablanca, année: p.241.

⁴ Le mandat électoral.

⁵ Nous n'entendons pas par-là la fin de l'idéologie ou de la politique, mais nous cherchons plutôt à rationaliser les politiques publiques.

D'où la nécessité pour les acteurs politiques de changer leurs stratégies pour légitimer leurs interventions en renforçant leur capacité¹ à activer l'expertise qu'ils possèdent, afin qu'ils deviennent des décideurs publics.

Nous avons, donc analysé la relation entre le cycle économique et le cycle électoral et le degré de leur harmonie dans l'élaboration d'une politique publique réussie.

En parallèle à cette harmonie, il faut chercher à concilier entre les étapes de réalisation des politiques publiques et les étapes par lesquelles, il faut passer pour bien gérer la démarche participative.

2: Cycle participatif, cycle électoral cycle économique: vers un consensus tridimensionnel

Nous avons parlé précédemment de la contradiction qui peut survenir entre le cycle économique et le cycle électoral, qui provoque plusieurs blocages dans le contexte du processus de développement pré-planifié, mais la question se complique davantage si la démarche d'élaboration de la politique se veut participative.

La raison est que l'approche participative qui encadre les quatre étapes de formulation des projets de développement, que sont: le diagnostic participatif, la programmation participative, la mise en œuvre participative, le suivi et l'évaluation participatifs.

On peut donc dire que la cohérence des trois cycles électoraux, économiques et participatifs n'est pas une chose facile à réaliser. Si le cycle électoral échoue, il y aura inévitablement un impact sur le cycle économique et participatif, en raison du changement qui pourrait s'ensuivre des élections se produisent de temps en temps au niveau des gouvernements résultant principalement d'hésitations politiques.

Le processus électoral conduira à une reconsidération de la politique publique existante, quelles que soient les étapes des deux autres composantes, (économique et participative).

Si, par exemple, nous sommes dans la phase de mise en œuvre participative et qu'il y a une pause ou un réexamen du cycle électoral, alors comment le nouveau gouvernement va-t-il gérer la situation actuelle ?

C'est très probable, que ce nouveau gouvernement optera pour des changements très profonds qui peuvent pousser à reconduire la démarche de développement une autre fois, surtout s'il estime que ce que le gouvernement précédent a fait était inapproprié.

Dans la même logique, si nous sommes en phase d'évaluation et qu'il y a une perturbation du cycle économique suite à des événements inattendus, comment évaluerons-nous objectivement les politiques publiques sans regarder les vestiges de cet événement exceptionnel ? Par conséquent, le lien étroit entre les trois sessions s'impose avec urgence et confirme clairement que le maintien des gouvernements dans la gestion des affaires publiques jusqu'à la fin du mandat est nécessaire et requis, sauf si jamais on constate des dérapages ou des dysfonctionnements très graves ou que le changement est nécessaire pour l'intérêt du pays.

¹ La capacité peut être de mettre en valeur des talents personnels ou de chercher à mettre en évidence l'incapacité des adversaires.

3: Les politiques publiques entre provocation de la pré-manifestation et coût de la post-manifestation

Il a été précisé dans le Dictionnaire que le sens du mot « protestation » est le manque de conviction de l'argument, c'est-à-dire, comme on dit par exemple, « Sa protestation n'était pas convaincante », c'est-à-dire que « Les arguments qu'il a avancés n'étaient pas convaincants. ».

Mais le dictionnaire ne s'est pas limité à ce sens, il a plutôt donné à la protestation un autre sens, qui est la dénonciation, c'est-à-dire quand nous disons « il a exprimé sa protestation »: ce que l'on entend par là est la dénonciation, ou l'expression d'une objection à quelque chose, basée sur l'hypothèse selon laquelle l'accent est mis sur le premier sens de départ.

Ceux qui laissent une marge aux élites pour protester contre les décideurs le font avec des pertes minimales, contournant le second sens, ce qui ne fait que conduire au conflit.

Grâce à cette définition, nous pouvons dire que les deux sens sont importants pour nous dans cette affaire, car - selon nous - pour formuler une politique publique réussie, nous devons mettre en œuvre le premier sens de la protestation, nous concentrer sur lui et éviter le deuxième sens, qui ne conduit qu'à des conflits et à des objections après la mise en œuvre et l'achèvement.

Parce que notre objectif est de présenter une idée centrée sur la formulation d'une politique publique et sa mise en œuvre au coût le plus bas possible, les protestations sont-elles au niveau le plus bas possible ? Bien entendu, nous ne pouvons pas être sûrs qu'il existe des décisions prises par les gouvernements auxquelles personne ne s'oppose, il doit plutôt y avoir des partisans et des opposants.

Cependant, la question posée dans ce contexte reste liée à la mesure dans laquelle il faut anticiper et provoquer cette opposition avant de formuler et de mettre en œuvre une politique publique ? Surtout si l'on sait que la protestation n'est considérée que comme un moyen complémentaire aux autres interventions, c'est-à-dire que, du point de vue méthodologique, elle intervient en dernier lieu après le dialogue et la discussion et résulte soit du rejet des propositions, soit de l'exclusion totale de la participation à l'élaboration des programmes proposés. D'où l'importance de la formulation participative des politiques publiques.

Le Conseil National des Droits de l'Homme définit la protestation comme « l'un des quatre moyens d'expression d'opinion, représentés par les moyens individuels, les moyens collectifs, les moyens oraux et les moyens écrits. Bien qu'ils paraissent distincts les uns des autres, ces moyens, surtout en cas de protestation, peuvent chevaucher pour que l'expression soit combinée: verbale ou picturale, outre le fait que la protestation se déroule accompagnée de ces moyens d'expression sur la voie publique, sous forme de stand, sit-in, marche, ou rassemblement de discours, à la vue de ceux qui y ont assisté¹.

À partir de cette définition juridique, il est clair que la protestation comporte un ensemble de formes qui ne correspondent pas nécessairement à l'image que nous donne notre imagination lorsque nous entendons le terme « protestation », car le plus souvent ce qui est

¹ Étude sur la « Liberté de protestation pacifique » du Conseil national des droits de l'homme 2013, citée sur le site Internet du Conseil national des droits de l'homme www.ccdh.org.ma/spip.php?article=3252.

imaginé dans notre esprit est la présence d'un grand groupe de personnes manifestant avec des slogans contre une décision spécifique.

D'autant plus que la protestation est perçue de deux manières différentes, certains y voient un danger pour la société et qu'elle est illogique et hors du commun car il s'agit simplement d'une diffusion de quoi que ce soit, des émotions malsaines et irrationnelles, et qu'il s'agit simplement d'une incitation à la haine. Il y a aussi ceux qui considèrent cela comme un acte noble parce qu'il exprime l'étendue de l'intérêt pour la gestion, et donc la protestation n'est qu'un moyen d'exprimer une opinion dont l'exercant du droit de protestation est convaincu, mais il s'agit également d'autres moyens qui peuvent être oraux ou écrits, et ici le rapport entre provoquer cette protestation en écoutant ceux qui sont concernés par l'ordre public à établir. Il faut qu'il y ait une marge pour que tous les citoyens expriment leurs opinions avant toute décision qui sera prise.

Alors, quelle approche participative adopter pour construire des politiques économiques publiques efficaces ? Tout d'abord, il convient de souligner qu'il ne s'agit pas ici d'activer l'approche participative pour provoquer à l'avance la protestation, ce que l'on appelle habituellement absorber la colère de la rue, mais plutôt d'identifier les déséquilibres qui peuvent survenir après l'annonce ou le début de la mise en œuvre de la politique publique dans toutes ses manifestations, qui font l'objet de protestations.

Ainsi, ouvrir la porte au débat évite souvent plusieurs coûts matériels et moraux, qui affectent essentiellement la crédibilité de la décision. Impliquer les acteurs concernés dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi peut réduire ces coûts, en combinant les mécanismes d'action politique avec les mécanismes de décision.

Construire une politique publique, comme l'a souligné Pierre Miller lorsqu'il le dit: « De manière générale, il est important de souligner combien il faut combiner l'adoption de l'approche politique (vote, mobilisation...), et l'approche politique au sens Il est possible de comprendre les phénomènes de protestation ou de mobilisation sans prendre en compte le rôle de « coordination » de l'activité contestataire à travers les politiques publiques. A l'inverse, comment comprendre les sources de l'action publique sans intégrer sympathisants et contestataires ?¹.

Comme on le sait, les modèles et les tendances de l'État moderne importés ont imposé leurs orientations, leurs décisions et leurs politiques à la société.

Ainsi l'État est devenu, aux yeux du citoyen, obligé d'assumer toutes les responsabilités et la société n'a plus eu aucun rôle à jouer, parce que l'État avait monopolisé tout ce que les membres de la société pouvaient faire, et qu'il est donc devenu dépendant de l'État en tout, c'est comme s'il avait présenté sa démission du développementale, et selon lui, l'État assume désormais toutes les responsabilités, étant donné que les pouvoirs lui ont été retirés.

3.1: Pour une analyse participative des politiques publiques

Charles Jones² propose un plan séquentiel sur cinq ans pour analyser les politiques publiques, qui commence par l'identification du problème, l'élaboration du programme, la

¹ Pierre Muller (1990) ; Op cit P 52.

² Ch. O. Jones, 1970 An introduction to the Study of Public Policy, Belmont, Duxbury Press.

légitimation du processus, puis la mise en œuvre, l'évaluation, puis la fin du programme et la résolution du problème.

Un ensemble de lacunes liées aux étapes elles-mêmes, ainsi qu'à l'agencement de ces étapes. Considérant que ce qui nous intéresse dans ce contexte est la théorie de l'anticipation et de la provocation de la protestation, nous nous concentrerons sur l'arrangement sans considérer le contenu de ces étapes, et ainsi une décision pourra être prise avant que le problème ne surgisse, ce qui signifie qu'il n'y aura pas nécessairement de problème pour l'analyser et construire une politique publique associée. Ici apparaît la grande importance de ce que Pierre Muller¹ appelle « formuler le problème plus tard ».

Dans son analyse des mécanismes de l'émergence du problème, Pierre Favre² adopte quatre types de cette émergence, qui sont: l'émergence progressive du problème, l'émergence instantanée, l'activation automatique du problème, l'activation automatique et l'émergence captée par celle-ci.

Pierre Favre ne s'intéresse pas d'abord au problème, à sa nature et aux moyens de le résoudre, mais plutôt à la manière dont le problème politique est apparu, c'est ce qui donne naissance à la distinction entre la notion d'« émergence dans » et la notion d'« émergence du problème ».

Pierre Miller³ demande aux décideurs politiques de se poser plusieurs questions liées à toute décision ou à toute politique publique, en disant: « ... Ainsi, tout ministre qui mène une politique de réforme dans son secteur doit inscrire des informations d'ordre technique: Cette réforme est-elle possible ? et économique. ». Quel est le coût de cette réforme ? le social: quelle opposition surgira après cette réforme ? le politique: Cette réforme affectera-t-elle sa réélection ?

Mais notre question ici est de savoir qui apportera les éléments de réponse, avant de prendre les mesures nécessaires pour activer cette décision ? Ce sont des questions qui doivent impliquer tous les segments de la société pour les analyser et développer des réponses appropriées, afin que nous ne tombions pas dans les objections et les critiques une fois la décision est prise,

Si l'on se pose la question a priori des objections qui peuvent apparaître après la mise en œuvre de la politique, on se retrouve devant la provocation des protestations par avance, et en conséquence, on gagne au niveau du coût du projet ce qu'on appelle une remise en question de certains aspects de la décision, car nous n'y avons prêté attention qu'après l'apparition des protestations contre la décision, qui ne sont également apparues qu'après la mise en œuvre de cette dernière.

Ainsi, au niveau méthodologique, l'État doit effectivement diagnostiquer les besoins des citoyens afin de s'appuyer sur eux pour y répondre correctement. L'État doit également faire la distinction entre les besoins publics et privés, car leur mélange affecte grandement la mise en œuvre des politiques publiques et le processus de développement en général.

¹ Pierre Muller (1990) ; Op cit ; P 24.

² P. Favre ; 1992 « l'émergence des problèmes dans le champ politique » dans P/ Favre (dir) ; sida et politique. Les premiers affrontements, 1981-1987, Paris, L'Harmattan.

³ Pierre Muller (1990) ; Op cit ; P 34.

3.2: Approches d'élaboration des politiques publiques et leurs conséquences: scénarii à débattre

« Toute politique publique a deux sens (ou un sens général dans une certaine mesure): à savoir les individus, groupes ou organisations que la politique publique affecte (...), dont certains sont passifs et d'autres sont organisés pour influencer le développement et la mise en œuvre des programmes de politique publique »¹.

On peut donc dire que toute politique publique comporte des procédures qui ciblent des individus ou des groupes spécifiques dans le but de les élever d'un certain niveau à un meilleur niveau dans les domaines économiques, sociaux et autres.

Ce processus peut obtenir une acceptation positive de la part des groupes concernés, et certains peuvent s'organiser pour tenter de créer une contre-tendance afin de modifier la politique ou de l'abolir complètement.

Ainsi, les interactions entre les parties concernées par la politique publique sont différentes basées sur des processus continus de négociation, autour des axes, des mécanismes et des moyens de cette politique.

Ce processus est porté à changer progressivement et continuellement le système d'intervention. Une telle approche conduit à un modèle de travail dans lequel le décideur ne fixe pas définitivement d'objectifs une fois pour toutes, et n'hésite pas à modifier ses objectifs en fonction des aspects de résistance qu'il rencontre.

Conclusion

Sur la base de ce qui a été discuté et sur la base de quoi, nous remettons, en conclusion, entre les mains de l'honorable lecteur - pour discussion - une matrice qui contient des scénarii possibles dans la formulation de politiques publiques et sa relation avec l'approche participative et la protestation, qui nous appellerons « la matrice de la politique publique et sa relation avec le mouvement de protestation ».

La politique publique et ses relations avec le mouvement de protestation

Premier scénario: Prendre une décision puis la retirer partiellement ou totalement Il ne fait aucun doute que toute décision prise par les autorités compétentes a un certain coût, lié à la mesure associée au processus de prise ainsi qu'à sa mise en œuvre. A la suite de la protestation contre cette décision, l'État se retirera de sa décision, et dans ce cas s'ajoute un coût supplémentaire, qui est le coût associé au processus de protestation lui-même, surtout s'il est important.	Deuxième scénario: Modifier la décision avant de la prendre Dans ce cas, et en faisant bon usage des outils et des compétences de l'approche participative, nous pouvons amener les acteurs du projet à un consensus sur celui-ci en apportant plusieurs modifications préalables et en atteignant ainsi le coût le plus bas possible pour le projet et le plus utilisé et le plus exploité
--	--

¹ Pierre Muller 1990 ; Op cit P 22.

À tout cela s'ajoute également le coût du retrait de la décision, encore plus difficile. ceci et cela constituent le coût de la crédibilité résultant de nombreux revirements	
Troisième scénario: S'abstenir de prendre une décision pendant qu'elle est en cours C'est le cas dans lequel la protestation et l'opposition sont provoquées avant que la décision ne soit prise. En d'autres termes, ceux qui proposent la décision utiliseront les mécanismes, les outils et les compétences de l'approche participative pour provoquer et extraire des positions de perception pour tous les groupes concernés par la décision. S'il devient clair que la décision ne sera pas acceptée absolument, alors l'abandonner est plus économique pour l'État et plus rationnel pour ses dépenses.	Quatrième scénario: Prenez une décision puis mettez-la en œuvre Dans ce scénario, nous nous retrouvons confrontés à deux situations: Premier cas: la décision est mise en œuvre et des protestations contre elles apparaissent. Dans ce cas, le projet lié à la décision sera exposé soit au sabotage, soit au boycott, et ainsi l'État supporte deux coûts fondamentaux: le coût du projet lui-même et le coût de la non-utilisation des services du projet. Le deuxième cas: La décision est exécutée sans aucune protestation contre elle. Dans ce cas, ce qui est rare étant donné que toute décision a ses partisans ainsi que ses opposants, si elle se produit, c'est le cas le plus approprié

Nous pensons, donc que les pays sont soucieux de formuler et de mettre en œuvre leurs politiques publiques au coût le plus bas possible¹, ne doivent pas négliger les compétences de leurs cadres en parallèle avec celles des décideurs politiques, afin d'être considérés comme la principale boussole pour construire un développement capable d'absorber tous les problèmes soulevés autour de lui.

¹ Nous entendons ici les coûts de toutes sortes, qu'ils soient économiques, politiques, sociaux ou culturels ou même psychologiques.